

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 27 JUIN 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	0
OBJET DE LA DECISION		
N° 22/384		
PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL SOCIETE BERLIOZ - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Ange MUSSO, M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Christian SIMON, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Pierre COLIN, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/384

BUREAU DU 27 JUIN 2022

**O B J E T : PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL SOCIETE
BERLIOZ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles 2044 et suivants du Code Civil,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique,

VU la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,

VU le projet de protocole transactionnel joint,

CONSIDERANT que le 12 octobre 2018, la société Berlioz a été désignée titulaire du marché 65RL16-16364 dénommé « accord-cadre à bons de commande de travaux d'entretien et grosses réparations – gros œuvre maçonnerie VRD – sur les bâtiments et ouvrages divers de la CA TPM en groupement de commande avec l'EPCC Opéra »,

CONSIDERANT que par bon de commande n°40903 en date du 18 mai 2017, la Métropole TPM a chargé la société Berlioz de réhabiliter un appentis dépendant du musée de la mine de Cap Garonne. Ces travaux visaient à la réfection à l'identique de la toiture et la consolidation de la charpente et du mur en pierre contigu à la voie publique,

CONSIDERANT que les travaux ont été réceptionnés sans réserve par la Métropole le 13 décembre 2017,

CONSIDERANT que par procès-verbal d'huissier en date du 10 décembre 2018, il a été constaté de multiples fissures des pièces de bois qui constituent la structure de la charpente ainsi qu'une infiltration d'eau dans le pignon sud-ouest,

CONSIDERANT que le 14 mars 2019, le diagnostic de la société Apave conclut à l'impossibilité de maintenir une exploitation sous cet appentis compte tenu de la fragilité de la charpente,

CONSIDERANT que, au regard de ces éléments et conformément à l'article 1792 du Code Civil, par courrier du 9 avril 2019, la Métropole TPM a mis en demeure la société Berlioz dans le délai de 15 jours de trouver des solutions techniques permettant de procéder à la réparation des désordres constatés sur l'appentis,

CONSIDERANT que à la suite d'une visite sur site, la société Berlioz a proposé :

- moilage des deux poteaux en bois avec des tiges filetées,
- remplacement des échantignoles,
- moilage des poutres en bois avec des plaques métalliques à l'aide de tiges filetées,
- entretoises pour anti flambage entre les poutres de bois,

CONSIDERANT que d'une part, la Métropole a estimé que ces mesures étaient insuffisantes pour garantir la pérennité de l'ouvrage. D'autre part, elle avait expressément commandé une charpente bois afin d'assurer une bonne intégration de l'appentis dans le site qui est un site naturel classé,

CONSIDERANT que par requête n°1902370 en date du 21 juin 2019, la Métropole TPM a saisi le tribunal administratif afin qu'une mesure d'expertise soit ordonnée en vue de déterminer les désordres affectant l'appentis ainsi que les préjudices subis et d'indiquer les travaux nécessaires pour y remédier. L'expert a été désigné par ordonnance du tribunal en date du 10 février 2021,

CONSIDERANT qu'après deux réunions d'expertise contradictoire sur site, l'expert a préconisé les travaux de reprises nécessaires à la viabilité de l'ouvrage,

CONSIDERANT que sur cette base, la société Berlioz et la Métropole TPM ont décidé de conclure un protocole transactionnel afin de mettre fin au litige qui les oppose,

CONSIDERANT que la société Berlioz s'engage à réaliser, à ces frais, les travaux de reprises décrits par l'expert à la page 18 de son rapport à savoir :

- Remplacement d'un poteau,
- Remplacement des pannes de la ligne basse,
- Remplacement des 4 pannes intermédiaires moisées,
- Remplacement des échantignoles,

CONSIDERANT que la société s'engage, en outre, à verser à la Métropole la somme de 5 700 euros TTC correspondant aux frais d'expertise que la Métropole a déjà réglé. Tout frais d'expertise à venir sera également remboursé à la Métropole par la société Berlioz conformément à l'ordonnance n°2200510 du 20 avril 2022,

CONSIDERANT que la Métropole TPM renonce à exercer tout recours sur la nature et l'étendue des travaux de reprises tels qu'ils ont été préconisés par l'expert et constatés par celui-ci,

CONSIDERANT que cette renonciation n'empêchera pas la Métropole de mettre en œuvre les garanties de parfait achèvement, biennale ou décennale sur lesdits travaux,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède et l'accord passé avec la société Berlioz.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole à signer le protocole transactionnel joint.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

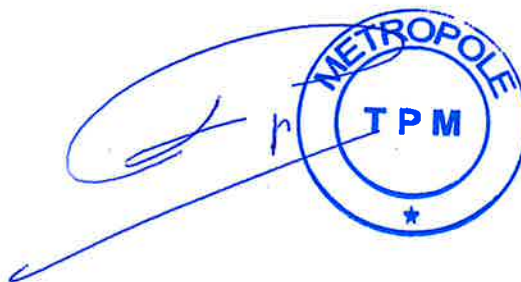
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 27 juin 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0





PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL
--

ENTRE :

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Sise 107, Avenue Henri Fabre, CS 30 536, 83041 TOULON CEDEX 9

Prise en la personne de son Président, **Monsieur Hubert FALCO**, dûment habilité par une
décision du bureau métropolitain en date du

Ci-après dénommée « Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »,

D'une part,

ET

**La société SARL BERLIOZ, n° de siret 333 533 750 000 43 RCS de Toulon, domiciliée chemin
du Château Vert – Quartier Brégaillon, 83 500 La Seyne sur Mer**

Prise en la personne de son président, M. Florian Doyen

Ci-après dénommée « le titulaire »

D'autre part

IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIVIT :

Le 12 octobre 2018, la société Berlioz a été désignée titulaire du Marché 65RL16-16364 dénommé « *accord cadre à bons de commande de travaux d'entretien et grosses réparations – gros œuvre maçonnerie VRD – sur les bâtiments et ouvrages divers de la CA TPM en groupement de commande avec l'EPCC Opéra* ».

Par bon de commande n°40903 en date du 18 mai 2017, la Métropole TPM a chargé la société Berlioz de réhabiliter un appentis dépendant du musée de la mine de cap Garonne. Ces travaux visaient à la réfection à l'identique de la toiture et la consolidation de la charpente et du mur en pierre contigüe à la voie publique.

Les travaux ont été réceptionnés sans réserve par la métropole le 13 décembre 2017.

Par procès-verbal d'huissier en date du 10 décembre 2018, il a été constaté de multiples fissures des pièces de bois qui constituent la structure de la charpente ainsi qu'une infiltration d'eau dans le pignon sud-ouest.

Le 14 mars 2019, le diagnostic de la société Apave conclut à l'impossibilité de maintenir une exploitation sous cet appentis compte tenu de la fragilité de la charpente :

Il fait état d'une « importante fissuration longitudinale des divers éléments en bois..., ce phénomène est généralisé à l'ensemble des pièces, la largeur et la profondeur de ces fissures sont très importantes. Ce phénomène correspond à une insuffisance de séchage du bois et un vrillage de certaines pièces commence à se manifester. D'ailleurs un poteau a été renforcé pour limiter ces effets évolutifs. Cette dernière illustre parfaitement l'aspect préoccupant de la fissuration, compte tenu de sa largeur et profondeur...Compte tenu de repos transversal, quasi nul, sur un appui, les pannes ne sont pas suffisamment maintenues transversalement et le maintien au déversement est nettement insuffisant. De plus, compte tenu de la fissuration importante des éléments, une échantignole s'est cassée et donc à cet endroit, une panne n'est plus maintenue transversalement...»

Au regard de ces éléments et conformément à l'article 1792 du code civil, par courrier du 9 avril 2019, la Métropole TPM a mis en demeure la société Berlioz dans le délai de 15 jours de trouver des solutions techniques permettant de procéder à la réparation des désordres constatés sur l'appentis.

A la suite d'une visite sur site, la société Berlioz a proposé :

- moisage des deux poteaux en bois avec des tiges filetées
- remplacement des échantignoles
- moisage des poutres en bois avec des plaques métalliques à l'aide de tiges filetées
- entretoises pour anti flambage entre les poutres de bois

D'une part, la Métropole a estimé que ces mesures étaient insuffisantes pour garantir la pérennité de l'ouvrage. D'autre part, elle avait expressément commandé une charpente bois afin d'assurer une bonne intégration de l'appentis dans le site qui est un site naturel classé.

C'est pourquoi, par requête n° 1902370 en date du 21 juin 2019, la Métropole TPM a saisi le tribunal administratif afin qu'une mesure d'expertise soit ordonnée en vue de déterminer les désordres affectant l'appentis ainsi que les préjudices subis et d'indiquer les travaux nécessaires pour y remédier. L'expert a été désigné par ordonnance du tribunal en date du 10 février 2021.

Après deux réunions d'expertise contradictoire sur site, l'expert a préconisé les travaux de reprises nécessaires à la viabilité de l'ouvrage.

Sur cette base, la société Berlioz et la Métropole TPM ont décidé de conclure un protocole transactionnel afin de mettre fin au litige qui les oppose.

Utilité de la présente transaction :

La section des Etudes et du Rapport du Conseil d'Etat rappelle l'importance et l'utilité du règlement amiable des litiges en précisant :

« Les collectivités publiques doivent, parce qu'elles assurent une mission d'intérêt général, privilégier la prévention des litiges » (Documentation française 1993, p.74).

« Qu'il est possible et souhaitable de recourir à la démarche transactionnelle chaque fois que la collectivité publique est certaine que sa responsabilité est engagée et a causé un préjudice ».

La circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique, encourage la conclusion de règlement rapide et amiable des différends tout en permettant une gestion économe des deniers publics.

La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, invite à « *la recherche d'une solution amiable pouvant conduire à la conclusion d'une transaction dans tous les cas où elle permet d'éviter un contentieux inutile et coûteux, tant pour l'administration que pour les personnes intéressées. La transaction facilite le règlement des différends. Elle permet ainsi une gestion économe des deniers publics, tout en favorisant une indemnisation rapide des parties* ».

L'article 37.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services indique également que « *Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.* »

C'est dans ces conditions que les parties ont décidé de se rapprocher et de prévenir tout litige qui pourrait apparaître en l'absence d'exécution par la société Berlioz des travaux de reprises préconisés par l'expert.

Les parties sont ainsi convenues de ce qui suit à titre de transaction irrévocable et définitive, au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil.

Ceci rappelé, il a donc été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent protocole d'accord a pour objet de mettre fin au litige qui oppose la société Berlioz à la Métropole concernant l'étendue et la nature des travaux de reprises nécessaires sur l'appentis situé à la mlne de cap garonne.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE BERLIOZ

La société Berlioz s'engage à réaliser à ces frais les travaux de reprises décrits par l'expert à la page 18 de son rapport à savoir :

- Remplacement d'un poteau
- Remplacement des pannes de la ligne basse
- Remplacement des 4 pannes intermédiaires moisées
- Remplacement des échantignoles

Ces travaux devront être réalisés dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente transaction et seront réceptionnés en présence de M. l'expert.

La société s'engage en outre à verser à la Métropole la somme de 5 700 euros TTC correspondant aux frais d'expertise que la Métropole a déjà réglé. Tout frais d'expertise à venir sera également remboursé à la Métropole par la société Berlioz conformément à l'ordonnance n°2200510 du 20 avril 2022.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE renonce à exercer tout recours sur la nature et l'étendue des travaux de reprises tels qu'ils ont été préconisés par l'expert et constatés par celui-ci.

Cette renonciation n'empêchera pas la Métropole de mettre en œuvre les garanties de parfait achèvement, biennale ou décennale sur lesdits travaux.

ARTICLE 4 : EFFETS DU PRESENT PROTOCOLE

Le présent protocole constitue une transaction au sens des dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil, et plus particulièrement de l'article 2052 du Code civil.

Cet accord a pour effet de remplir les parties dans leurs droits et mettre fin à tous litiges nés ou à naître à raison de la réalisation des travaux de reprises décrits à l'article 2 de la présente.

Les parties renoncent en conséquence à toute instance et action future pour tout litige relatif à l'objet du présent protocole, à l'exception des situations visées à l'alinéa 2 de l'article 3 de la présente.

Chacune des parties reconnaît que le respect de ses obligations est directement conditionné par le respect de l'autre partie de ses propres obligations de sorte que nul ne peut se prévaloir isolément de l'une d'entre elles.

Le présent protocole d'accord aura entre les parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaqué pour quelques causes que ce soit notamment cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion.

Tout différend relatif à la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent protocole sera de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

ARTICLE 5 : PRISE D'EFFET DU PRESENT PROTOCOLE

Le présent protocole prendra effet dès sa signature, sa transmission au représentant de l'Etat et sa notification au titulaire.

Fait à Toulon, le

Pour la société BERLIOZ

Le titulaire,

Pris en la personne de son Président

TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président
Hubert FALCO
Ancien Ministre

